

# Mark Kennedy: la taupe de Tarnac

13/03/2012 | 10H44

## Les Inrocks 13 03 2012

**Pendant sept ans et dans toute l'Europe, le policier anglais Mark Kennedy s'est fait passer pour un gauchiste radical. En France, il a fourni à la DCRI des informations sur les mis en examen de Tarnac. Récit d'une infiltration.**

Son grand corps blond tatoué aux bras, sa queue de cheval et ses petits yeux qui louchent [ont fait la une des journaux anglais](#) en janvier 2011. Mark Stone, militant gauchiste international. Mais l'habit ne fait pas le rebelle : sous la fausse identité de Stone se cache le policier Mark Kennedy.

De 2003 à 2010, Stone/Kennedy a infiltré [la gauche radicale anglaise et européenne](#). Il a vécu *undercover* chez les activistes écologistes, altermondialistes, anarchistes et antifascistes, partageant leurs repas, leurs fêtes, leurs manifs. [Parfois leurs lits](#). Ils ont fini par découvrir sa trahison mais trop tard. Tout ce qu'ils faisaient et disaient depuis sept ans était déjà entre les mains de la police.

Stone a aussi œuvré en France. Il semble même avoir joué un rôle important dans l'affaire de Tarnac. Dans plusieurs pays européens, son rôle d'agent provocateur [a suscité des scandales](#). En France, ses activités restent méconnues.

L'infiltration commence en 2002. Mark Kennedy, policier à Londres depuis huit ans, rejoint la [National Public Order Intelligence Unit](#), une agence britannique qui surveille les "extrémistes domestiques" (anarchistes, défenseurs de la cause animale...).

Sa mission débute en août 2003 : il doit s'immerger dans le milieu des écologistes radicaux et gagner leur confiance. Il enfile un bermuda, attache ses longs cheveux et se rend seul sur le campement du groupe écolo [Earth First](#). Il s'y fait des amis et leur offre ses bras pour soutenir leur cause. Il donne même de l'argent. Il dit gagner sa vie à l'étranger comme alpiniste professionnel.

### En 2009, des activistes commencent à se méfier

Avec les écolos britanniques, il débat, manifeste, danse et boit. Personne ne doute de ce militant si zélé, toujours prêt à accrocher une banderole sur une centrale électrique ou à conduire ses camarades sur les lieux d'une action dans son pick-up bleu. Pendant sept ans, il voyage. Dans onze pays, il infiltre et espionne, nous apprend [un rapport de la police anglaise](#) : réunions internationales, "camps climat", villages alternatifs, contre-sommets.

Mais en 2009, malgré six ans de parfaite intégration, des activistes commencent à se méfier de lui. En avril, quand vingt-sept écolos sont arrêtés pour avoir planifié l'invasion d'une centrale à charbon, Mark est le seul à ne pas être poursuivi. En octobre 2010, sa petite amie, une militante, trouve dans son sac un passeport au nom de Mark Kennedy. Elle se confie à ses camarades.

Ensemble, ils enquêtent et trouvent des documents confirmant sa fausse identité. Ils comprennent que leur camarade est policier. Un matin, six personnes l'interrogent pendant plusieurs heures dans une maison de Nottingham, jusqu'à ce qu'il avoue. Ils le laissent partir et alertent le *Guardian*, qui révèle l'espionnage de l'extrême gauche par la police anglaise.

### Un pied dans l'affaire de Tarnac

Quels dégâts a commis l'infiltré ? Durant toute la période où il a agi, les polices européennes [se sont coordonnées](#). Elles ont échangé un maximum d'informations sur les déplacements internationaux des activistes, installé des dispositifs de sécurité inviolables lors des contre-sommets, surveillé au plus près les mouvements jugés potentiellement destabilisateurs ou terroristes. Pièce clandestine de

ce dispositif, Kennedy a surveillé des militants allemands, islandais, italiens, espagnols et français.

C'est ainsi qu'il met un pied dans l'affaire de Tarnac. Rappelons [les événements de novembre 2008](#) : la police antiterroriste française lance un raid sur la ferme de Tarnac, en Corrèze, arrête là-bas et dans d'autres villes vingt personnes qu'elle soupçonne d'avoir comploté pour ébranler l'Etat en sabotant des voies SNCF. Dix sont mises en examen pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste.

En avril 2008, quand le parquet ouvre une enquête préliminaire sur ce groupe de Tarnac, il a très peu d'éléments. Il dispose du travail des Renseignements généraux (RG) sur certains de ces militants. Dans ces dossiers, plusieurs informations viennent de Mark Kennedy, qui travaillait aussi pour des policiers français. L'agent a croisé au moins trois fois les jeunes gens de Tarnac. A chaque fois, ses observations ont laissé une trace dans le dossier judiciaire établi contre les comploteurs présumés. *"Il est à notre sens fort probable qu'il ait joué un rôle très important"*, affirme Joseph Breham, l'un des avocats des mis en examen.

Le premier contact entre Stone et les habitants de Tarnac a lieu en février 2007 à Varsovie, en Pologne. Un vendredi, cent à deux cents militants venus de toute l'Europe se retrouvent dans une salle publique pour décider des actions à mener contre [le G8 d'Heiligendhamn](#), prévu en juin.

Un autonome français de 30 ans participait à ce rassemblement. Il nous décrit les lieux : *"Ça ressemblait à un centre social. Nous étions dans une salle où se tenaient parfois des concerts."* Rien de secret : tous les débats sont annoncés sur des affiches et sur le site alternatif Indymedia. *"C'était plutôt ouvert, ajoute notre témoin. Pas un truc black bloc clandestin."* Dans la foule des altermondialistes, des activistes du réseau [Dissent!](#) et des partisans de Die Linke (l'équivalent du Parti de gauche en Allemagne), cinq personnes du "groupe de Tarnac".

Sur la manière de contre-manifester au sommet du G8, les stratégies divergent. *"Depuis Seattle et Gênes, c'est la discussion systématique : faut-il s'approcher de la zone rouge, bloquer les voies d'accès au sommet, faire autre chose ?"* Rodées aux contre-sommets, les polices européennes renforcent chaque année leur dispositif de sécurité. Il devient de plus en plus difficile pour les militants de s'approcher des lieux. C'est là que les cinq Français de Tarnac proposent un plan B : faire irruption par surprise à Hambourg ou Berlin, loin du sommet, là où les forces de police ne se seront pas déployées préventivement. Dans la salle, Mark Stone les écoute. Il est venu avec des militants écolos anglais.

### **"Notre seul lien avec la Pologne est cette réunion-là"**

Un an après, en juin 2008, la direction des RG remet au ministre de l'Intérieur un rapport confidentiel-défense ([publié en mars 2012 par Mediapart](#)) intitulé : *"De la contestation anti-CPE à la constitution d'un réseau préterroriste international : regard sur l'ultragauche française et européenne"*. Dans ce rapport, trois personnes du groupe de Tarnac sont citées noir sur blanc comme ayant participé à la réunion de Varsovie. Le document les désigne comme *"premier cercle"* d'un *"groupe informel d'ultragauche de type autonome"* préparant des actions violentes en Europe.

A la même période, la police française demande l'ouverture d'une enquête préliminaire sur le groupe de Tarnac. Dans leur demande au procureur, les policiers s'inquiètent des *"rendez-vous internationaux de la mouvance anarcho-autonome"* et citent comme premier exemple celui de la Pologne.

Pour les mis en examen de Tarnac, c'est une certitude : Mark Stone a révélé leur présence à Varsovie à la police française. L'un d'eux nous explique : *"Le début de l'enquête policière se fonde sur nos prétendues relations à l'étranger. Notre seul lien avec la Pologne est cette réunion-là, à laquelle Stone a assisté. D'autres informateurs auraient pu signaler notre présence en Pologne, mais cela s'est répété ensuite : à chaque fois que Stone nous a croisés quelque part, des éléments sur nous ont atterri dans les dossiers de la police."* Il se souvient du policier infiltré : *"Tu voyais sa gueule, tu t'en rappelais. Il avait un œil qui regardait par là, il était un peu plus vieux que la plupart des*

*participants et parlait anglais au milieu d'Allemands et de Polonais."*

### **"Du moment qu'il décide de vivre avec nous, c'est indétectable !"**

Joël\*, militant français du réseau Dissent!, actif dans l'organisation des contre-sommets, assistait à la réunion de Varsovie. Il y avait remarqué Stone parce qu'il l'avait déjà croisé pendant la préparation du [contre-sommet de Gleneagles](#), en 2005.

"Pour moi, Mark faisait partie des gens qui avaient créé Dissent! en Angleterre. Je l'ai rencontré à Londres dans un squat qu'il avait ouvert avec des amis. Je ne lui ai pas vraiment parlé. Ce n'était pas quelqu'un qu'on abordait facilement : il était très british, un peu en retrait."

Lorsque le policier est démasqué quatre ans plus tard en 2010, Joël n'en revient pas. *"Pour éviter l'infiltration, on dit qu'il faut bien connaître les gens. Mais du moment qu'il décide de vivre comme nous, d'être parmi nous pendant des années, c'est indétectable ! Personne n'avait aucun doute à son sujet."*

Indétectable, indétecté, Mark Stone fait son nid dans des petits cercles de militants pourtant prudents. Un an après Varsovie, en janvier 2008, on le retrouve à New York. Accompagné d'un ami anarchiste américain qui vit en Angleterre, il est dans le bureau d'une activiste new-yorkaise, à Manhattan. Se joignent à eux un autre Américain, un Japonais vivant aux Etats-Unis et deux Français : Julien Coupat et sa compagne Yldune Lévy, en vacances à New York. Ils ne connaissent que l'ami américain de Mark. Celui-ci les invite à rencontrer ses copains.

*"Ce sont des potes de potes de pays différents, avec à l'évidence des centres d'intérêt communs, qui se retrouvent au même endroit et discutent quelques heures, explique un proche de Julien Coupat. Tout le monde fait ça."* Quel souvenir les participants de cette réunion gardent-ils de Mark Stone ? *"Il avait toujours l'air normal, avec ses tatouages et ses piercings, comme un poisson dans l'eau",* raconte l'un d'eux.

D'après ce témoin, le policier infiltré avait expliqué qu'il était venu à New York *"voir son frère"*. Durant la réunion, Julien Coupat prend quelques notes dans son carnet. Ce jour-là, il griffonne ce prénom : *"Mark"*.

Quelques jours après, Julien Coupat et Yldune Lévy rentrent en France. Pour cela, ils franchissent la frontière Etats-Unis/Canada illégalement, en pleine nature, loin des douaniers. Pourquoi ? Pour entrer aux Etats-Unis, ils devaient posséder un passeport biométrique et donc donner leurs empreintes digitales. Comme ils s'y refusent, ils sont passés par le Canada, qui n'exige pas d'empreintes, en franchissant la frontière par les bois.

A l'aller, pas de problème. Au retour, des camarades américains les conduisent en voiture au plus près de la frontière puis les laissent la franchir à pied pour les récupérer côté canadien. Mais avant qu'ils ne se rejoignent, la police canadienne contrôle la voiture. Elle découvre le sac à dos de Julien Coupat, son permis de conduire, son carnet et des photos de Times Square. Comprenant que le Français a dû franchir la frontière illégalement, la police canadienne saisit ses affaires, qui lui seront par la suite restituées.

### **Qui pouvait révéler aux RG la présence des Français à Manhattan ?**

Quatre mois plus tard, en France, la Sous-division antiterroriste (Sdat) demande au procureur d'ouvrir une enquête préliminaire sur le groupe de Tarnac, dont aucun membre n'a encore été arrêté. La police antiterroriste motive sa demande en dressant le portrait d'une *"structure clandestine anarcho-autonome entretenant des relations conspiratives avec des militants de la même idéologie implantés à l'étranger"*.

Pour le prouver, les policiers citent le voyage américain de Julien Coupat et Yldune Lévy, leur passage clandestin de la frontière et leur participation à une *"réunion d'anarchistes américains à*

*New York*". Ils évoquent également un engin incendiaire lancé contre un centre de recrutement de l'armée américaine à Times Square, pour lequel l'enquête n'a trouvé aucun coupable. La police américaine a pourtant écarté une participation des Français à cette attaque puisqu'ils avaient déjà quitté les Etats-Unis.

Dans leur lettre au procureur, les policiers de la Sdat affirment que ces informations leur ont été fournies par les RG. Qui pouvait révéler aux RG la présence des deux Français à la petite réunion anarchiste de Manhattan ? Les mis en examen confirment que leurs soupçons se portent sur Mark. L'un d'eux précise : *"Les Américains présents ce jour-là ont par la suite été inquiétés par la police : ça ne peut donc pas être eux qui ont informé les policiers français. Reste le Japonais et Stone. Vu ce qu'on sait de lui maintenant, j'en déduis que l'information vient de Stone."*

Au bon endroit, au bon moment. Pendant l'été 2008, trois mois avant leur arrestation, les habitants de Tarnac voient débarquer dans leur ferme deux visiteurs. Mark Stone et son copain américain, celui qui l'accompagnait à New York. Une visite amicale, tourisme militant. *"L'été, à Tarnac, il y a toujours plein de gens qui passent"*, raconte un résident de la ferme du Goutailloux, transformée en lieu de rendez-vous et d'habitation collective.

*"Les visiteurs vont et viennent, deux jours ou deux semaines. Ils dorment sous la tente ou chez des gens. S'il y a des travaux à faire, les volontaires participent, les autres se baignent, lisent, cuisinent, se promènent, regardent des films. Stone est passé par là comme des centaines de personnes depuis des années. Je n'ai aucun souvenir de lui sinon qu'il était là. Ce n'était pas un pote et il ne nous collait pas aux basques."*

### **"Une fois de plus, Stone est parmi nous et un renseignement parvient à la police"**

Fin juillet. Mark Stone campe à Tarnac. A Paris, un policier antiterroriste rédige ce procès-verbal :

*"Ce jour, sommes avisés par une source désirant garder l'anonymat qu'un membre important de la mouvance anarcho-autonome d'origine italienne et agissant au niveau européen est susceptible de se rendre, le 30 juillet 2008 en milieu d'après-midi, à la gare de Limoges (Haute-Vienne), en provenance de Paris, afin d'y être pris en charge dans le but de rencontrer le nommé Julien Coupat."*

Cet Italien, que la police considère comme un *"membre important de la mouvance"*, se nomme Marcello Tari, c'est un chercheur indépendant, auteur d'un livre sur le mouvement autonome italien des années 70 [édité en France](#).

Notre témoin de Tarnac ne croit pas à une coïncidence : *"Une fois de plus, alors que Stone est parmi nous, un renseignement parvient à la police. Les autres militants qui passaient à la ferme n'ont pas attiré l'attention du dénonciateur mais Marcello Tari, si. Tari était présent au même G8 que Stone, qui l'a peut-être repéré à ce moment-là : comme Stone, Tari est un peu plus vieux que la moyenne."*

Quels furent les liens entre Mark Stone et la DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur, issue de la fusion entre les RG et la DST) ? En février 2011, *L'Express* apporte une nouvelle information sur les activités de Stone en France. Dans un court article, le magazine [avance qu'il a informé des policiers français sur Tarnac](#) : *"C'est en partie grâce à lui que la DCRI a pu reconstituer les déplacements à l'étranger de Coupat."* Sans rien dire de plus.

Un mois plus tôt, dans le quotidien anglais *The Daily Mail*, Stone [avait délivré un indice](#) : *"Je ne serais jamais allé à l'étranger sans l'accord de mes supérieurs et de la police locale."*

Ses explications concordent avec celles du rapport d'inspection de la police anglaise, [rendu public en février 2012](#). Selon ce rapport, *"Mark Kennedy a visité ou servi dans onze pays, à plus de quarante occasions, dont quatorze visites en Ecosse. La National Public Order Intelligence Unit (responsable de Stone - ndlr) concluait des accords avec les pays hôtes pour les déplacements de Mark Kennedy à l'étranger."*

Quelques jours après la remise du rapport, le Home Office (équivalent du ministère de l'Intérieur) développe : *"Tous les déplacements de Mark Kennedy étaient autorisés par le Royaume-Uni, avec l'accord des Etats concernés et un soutien du pays hôte. (...) L'autorisation de déplacement était négociée et facilitée par le réseau approprié d'officiers de liaison."* Accord du pays hôte, c'est-à-dire de la France et de ses autorités. Mais il sera difficile d'en savoir plus.

A Scotland Yard, à Londres, on ne veut rien nous dire : *"Nous ne communiquons pas sur les policiers infiltrés, qu'ils soient toujours en mission ou pas."* A Paris, la DCRI a refusé de répondre à nos questions. Quand nous contactons Stone, en septembre 2011, il se dit prêt à témoigner : *"Vous rencontrer et discuter de votre article pourrait m'intéresser"*, nous répond-il par mail. Mais au final, il ne donne jamais suite.

### **"Un policier infiltré étranger, c'est plus sûr qu'un indic"**

Un lieutenant de police, qui veut rester anonyme, revient sur la collaboration entre Mark Stone et la DCRI. Il nous explique qu'un officier français, chargé des mouvements altermondialistes et des contre-sommets à la Section contestation et violences des RG, gérait les infos fournies par Stone.

Début 2007, précise notre source, l'officier montre à ses collègues la photo d'un homme posant devant une tente et le décrit comme un policier anglais infiltré avec qui il travaille. Ses collègues sont heureux de l'apprendre : *"Un policier infiltré étranger représente une source de grande qualité, explique le lieutenant. C'est plus sûr qu'un indic : il ne craint pas de trahir ses copains, il s'oriente où on le lui demande."* Selon le policier, Mark Stone pouvait informer les Français de deux façons.

"Soit il avait un officier traitant à la Section traitement du renseignement qui le rencontrait et faisait passer ses infos à la Section contestation et violences ; soit il envoyait ses rapports à sa hiérarchie en Angleterre, qui transmettait tout renseignement utile à la France par le biais de la Division des relations internationales des RG."

Stone aurait aussi renseigné la DST (Direction de la surveillance du territoire). Cette fois, l'homme qui nous l'affirme est un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur de l'époque. Il suivait de près le dossier de Tarnac.

"Un policier de la DST m'a révélé que Mark Stone les informait. Selon lui, les services secrets anglais ont prévenu la DST que leur agent travaillait sur le territoire français. Par politesse, ils ont proposé à la DST de bénéficier de ses informations. Un officier traitant français, de la Sous-direction du contre-terrorisme, lui a été affecté et le débriefait régulièrement."

De quoi parlait Stone à son officier français ? *"Selon mon contact à la DST, Stone était considéré comme un très bon spécialiste de l'ultragauche européenne. Les services français voient cette mouvance comme une nouvelle menace terroriste depuis 2005 environ. En matière de terrorisme, aucun renseignement n'est anodin."*

A l'époque, la moindre info sur les voyages à l'étranger des militants de Tarnac peut renforcer le soupçon d'une conspiration extrémiste et violente. *"En 2008, la DCRI avait besoin d'un acte fondateur pour prouver son efficacité dans la lutte antiterroriste. Alain Bauer et Michèle Alliot-Marie avaient souscrit à la possibilité d'un attentat d'extrême gauche sur le sol français. Tarnac leur a fourni l'occasion qu'ils cherchaient pour frapper un grand coup."*

### **"Une violation grave de la notion de procès équitable"**

Pour l'un des avocats du groupe de Tarnac, William Bourdon, la contribution de Mark Stone à l'enquête française pose problème.

"Si c'est avéré, c'est aussi grave que [les écoutes téléphoniques effectuées à Tarnac](#) avant toute procédure judiciaire. La façon dont la police obtient ses preuves doit être encadrée. On dévoie la notion de terrorisme pour obtenir des preuves que l'on ne

pourrait jamais utiliser dans d'autres affaires. Les services de renseignement possèdent probablement un dossier bien plus épais que le dossier judiciaire. Mais il n'a pas été dévoilé aux avocats de la défense. C'est une violation grave de la notion de procès équitable."

En 2010, après les mises en examen dans l'affaire de la SNCF, Stone continue de fréquenter les proches de la bande de Tarnac. Il passe plusieurs jours en Allemagne chez une militante antinucléaire soupçonnée d'avoir commis des sabotages sur des voies de chemin de fer dans son pays plusieurs années auparavant. Elle connaît Julien Coupat. Le juge d'instruction, Thierry Fragnoli, s'est déjà intéressé aux liens du groupe de Tarnac avec des militants allemands.

Fin 2010, Stone envoie un mail à l'anarchiste américain qui l'avait mis en contact avec les Français. D'après un mis en examen de Tarnac, Stone questionnait son ami sur les projets des Français pour le G8 de Deauville prévu en mai 2011. L'Américain, qui aujourd'hui ne veut plus entendre parler de cette histoire, n'a jamais eu le temps de lui répondre : Mark Stone a été démasqué quelques jours plus tard.

Dans les autres pays européens où Stone a travaillé, l'affaire a fait scandale. En Angleterre, son rôle d'agent provocateur, établi par la justice, a fait annuler deux procès d'activistes. La police anglaise a subi huit enquêtes différentes au sujet de Stone/Kennedy, entraînant des réformes dans l'organisation des services.

Le sujet est d'autant plus sensible qu'il a été reproché au policier d'avoir entretenu des relations sexuelles et amoureuses avec certaines militantes à l'insu de ses supérieurs. "*Quelque chose a très mal tourné*", a déclaré le ministre de l'Intérieur britannique. Sans oublier que l'affaire Kennedy, en éveillant la méfiance des activistes et des journalistes, a permis à ceux-ci de démasquer huit autres policiers infiltrés dans les milieux d'extrême gauche.

### **Allemagne, Irlande, Islande**

En Allemagne, où Stone a habité de longues périodes chez des militants anarchistes et antifascistes, la gauche parlementaire a mitraillé le gouvernement de questions. Savait-il ? Stone a-t-il enfreint la loi ? La police cautionnait-elle ? Le gouvernement refuse de répondre aux parlementaires.

Le 26 janvier 2011, le quotidien britannique *The Guardian* [révèle, sans être démenti](#), le contenu d'une réunion à huis clos au Bundestag. Le chef de la police fédérale, Jörg Zierke, affirme que Stone a été invité en Allemagne pour infiltrer le mouvement antifasciste. Il a ainsi travaillé sous contrat pour trois länder, lors de cinq visites entre 2004 et 2009. L'agent anglais a commis au moins deux délits, dont un incendie volontaire, mais les poursuites ont été abandonnées. "*La police ne peut s'attaquer aux réseaux internationaux organisés et conspiratifs qu'en agissant de manière internationale et conspirative*", justifie le chef de la police allemande.

En Irlande, un responsable travailliste a demandé cinq fois au ministre de la Justice de clarifier les activités de l'agent sur le territoire. Stone est soupçonné de s'être attaqué, avec d'autres militants, à des policiers irlandais pendant un sommet de l'UE à Dublin.

En Islande enfin, le ministre de l'Intérieur a ouvert une enquête. Stone aurait mis en relation des militants et leur aurait enseigné des techniques de résistance non violente et de blocage des routes. Partout, l'affaire déclenche des débats parlementaires, remet en cause des enquêtes policières ou provoque de nouveaux procès. Sauf en France. Pourtant, en 2009, Stone s'est rendu à Strasbourg dans trois réunions préparatoires du contre-sommet de l'Otan. Nul ne se demande si là-bas, comme dans d'autres villes d'Europe, l'infiltré anglais a encouragé des violences.

### **Camille Polloni**

